



Séminaire

Pour une territorialisation efficiente des politiques de l'habitat

Jeudi 15 septembre 2022

PROGRAMME

CONTACT

Sabrina MATHIOT 06 95 16 28 98

s.mathiot@ushom.org
contact@ushom.org





Contexte & enjeux

La notion de « territorialisation » des politiques de l'habitat ne se limite pas à la simple adaptation des règles nationales au territoire car elle recouvre plusieurs dimensions allant de l'adaptation des règles juridiques et financières établies au national jusqu'à l'articulation des politiques de l'habitat avec les autres politiques sectorielles.

Ce séminaire, démarche collective de tous les département et région des Outre-mer et regroupant tous les acteurs du secteur de l'habitat (les communes, les EPCI, les collectivités territoriales, l'Etat et ses services, les bailleurs sociaux et leurs partenaires), s'inscrit dans la continuité de la volonté des pouvoirs publics de renforcer la politique de l'habitat Outre-mer à travers notamment sa territorialisation.

Il se veut un temps de réflexion et d'échanges bienveillant et décomplexé pour évoquer les succès mais aussi les améliorations qui pourraient être apportées pour conduire des politiques de l'habitat avec plus d'efficience et endiguer la crise du logement dans les Outre-mer.

Le fruit des travaux menés durant cet évènement sera repris lors du colloque de l'USHOM qui se tiendra le lundi 26 septembre au Sénat en présence des Ministres.





08h00 Accueil café

08h20 Ouverture du Séminaire

Jocelyn SAPOTILLE, Président de l'Association des Maires de Guadeloupe Guy LOSBAR, Président du Département de la Guadeloupe, ou son représentant

Ary CHALUS, Président de la Région de la Guadeloupe, ou son représentant

Représentant du Préfet de Guadeloupe Victoire JASMIN, Sénatrice de Guadeloupe

François CAILLE, Président de l'USHOM, ou son représentant

09h00 ATELIER 1 - De l'importance de l'adaptation des règles juridiques et financières des politiques du logement : un marché du logement en tension

Seront notamment évoqués :

- Les zonages notamment celui lié à la tension du marché du logement, est-il toujours adapté ?
- La question des normes : Dans quel périmètre l'interrogation des normes doit-elle se faire ? Exemple : la certification locale des matériaux
- Quid des dépenses non territorialisables : les aides aux logements, les aides fiscales : pour des logements de qualité adaptés à la demande.
- Les outils de la politique de la ville : de la cohérence d'intervention des dispositifs sur l'île de la Guadeloupe

Michel PELENC, Président de la Commission Outre-mer du Conseil National de l'Habitat

Clémence PHAROSE, Cheffe du pôle Habitat et Bâtiment Durable la DEAL de la Guadeloupe

Jack SAINSILY, Directeur du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Guadeloupe

Georges URSULE, Président du CROAG

Jacques FAYEL, Vice-Président du MEDEF de Guadeloupe et Président de la CTAL de Guadeloupe

Philippe MICHAUX, Président de la commission d'aménagement du territoire et réseaux du CESER de la Guadeloupe

Christophe LAURENT, Directeur Territorial Guadeloupe de la Banque des Territoires





Anne-Sophie LECLERE, Déléguée générale de l'ANEL

ECLAIRAGE TECHNIQUE:

Patrick BERTIN, Professeur d'urbanisme

10h40 ECHANGES AVEC LA SALLE

10h50 ATELIER 2 – De la lisibilité et de la mise en cohérence des actions des différentes institutions en charge des politiques du logement et de la nécessité d'articuler les politiques du logement avec les autres politiques sectorielles

Seront notamment évoqués :

- Les aides au logement ; la réinstauration de l'AL accession
- Les garanties d'emprunts : faut-il questionner le modèle ?
- Le Conseil départemental de l'Habitat et de l'Hébergement (CDHH), faut-il le placer au centre du dispositif décisionnel ?
- La simplification des dispositifs financiers : une nécessité pour gagner en efficacité.
- Acquisition de foncier en zone urbaine : clé d'une politique du logement efficace
- Les objectifs en matière de logement : le PLOM 2 (Rappel des axes du PLOM 2. résumé des échanges lors du dernier CDHH...)
- De l'évaluation réelle des besoins en logement
- Les impacts de la loi climat peuvent-ils freiner la réalisation des objectifs du PLOM 2 - Focus sur le SDAGE et la Loi Climat et Résilience, vecteurs d'un aménagement durable
- Quid des autres freins au développement urbain : loi sur l'eau...etc.
- L'acceptabilité sociale du logement social : comment y faire face ?
- Vers un troisième Tome du plan logement outre-mer : la territorialisation du PLOM à l'échelle des EPCI en cohérence avec les PLH
- De l'importance de la planification urbaine et la coordination des acteurs
- Exemple de l'articulation entre les politiques sociales et le logement

Sylvie DAGONIA, Conseillère régionale et présidente de la commission habitat et logement de la Région de la Guadeloupe Alain BREDENT, Directeur du logement et de l'habitat social au Département de la Guadeloupe Patrick DIVAD, Directeur général de la CAF de Guadeloupe Rony SAINT CHARLES, Directeur de l'agence des 50 pas





Lydie BONFILS, Secrétaire générale de la SIKOA
Dominique JOLY, Directeur général de la SCPHLM
Sylvie ADELAÏDE, Directrice de cabinet de la Ville de Pointe à Pitre
Jean-Pierre APPOLLINAIRE, Directeur de la gestion locative et du
patrimoine à la SEMAG
Clémence PHAROSE, Cheffe du pôle Habitat et Bâtiment Durable la DEAL
de la Guadeloupe

ECLAIRAGE TECHNIQUE:

Patrick BERTIN, Professeur d'urbanisme

12h20 ECHANGES AVEC LA SALLE

12h30 DEJEUNER





14h00 TEMOIGNAGE

Jean-loup LECLERCQ, Directeur général de la FSH de Nouvelle-Calédonie

14h20 ATELIER 3 – De la conception locale de l'équilibre territoriale

Seront notamment évoqués :

- Le cadre législatif en matière d'orientation des politiques du logement : exemple la loi SRU.
- Les adaptations locales du cadre national SRU : repenser la loi SRU en fonction de la demande en logement et de la loi 3 DS
- L'équilibre territorial doit-il être repensé ; Une conception locale et concertée est-elle envisageable ?
- La maîtrise du développement urbain : réinvestir sur l'existant, renforcer les équipements et le développement économique.

Intervention des Maires

ECLAIRAGE TECHNIQUE : Patrick BERTIN, Professeur d'urbanisme

15h40 ECHANGES AVEC LA SALLE

15h50 PROPOS CONCLUSIF

Jocelyn SAPOTILLE, Président de l'Association des maires de Guadeloupe

16h00 LEVEE DE SEANCE